

RCS : VALENCIENNES

Code greffe : 5906

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de VALENCIENNES atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-C)

Numéro de gestion : 1989 B 00115

Numéro SIREN : 350 166 120

Nom ou dénomination : DETA DISTRIBUTION

Ce dépôt a été enregistré le 22/06/2022 sous le numéro de dépôt 2779



GROUPE DETADIS

Centre E. LECLERC
CD 13
Lieu-dit Le Berger
59135 BELLAING

COMPTES CONSOLIDES

Exercice Clos le 31/01/2022



BBA expertise

Experts-comptables associés

1, allée de la Pépinière
Centre Oasis Dury
Bâtiment "LE PASSIFLORE"
80000 AMIENS

Tél. 03 60 28 55 66
Fax. 03 60 28 55 96

bba@bbaexpertise.fr

ETATS DE SYNTHESE

CERTIFIÉ CONFORME

Bilan consolidé

Actif en €	31/01/2022	31/01/2021
Ecart d'acquisition	680 001	680 001
Capital souscrit non appelé		
Immobilisations incorporelles	59 036	24 246
Immobilisations corporelles	31 378 555	29 825 695
Immobilisations financières	1 398 928	1 433 116
Participations par mise en équivalence		
Actif immobilisé	32 836 519	31 283 057
Stocks et en-cours	6 432 541	5 198 099
Créances clients et comptes rattachés	1 732 216	1 850 529
Actifs d'impôts différés	235 409	246 170
Autres créances	2 669 195	2 926 455
Valeurs mobilières de placement	1 402 416	1 403 697
Disponibilités	6 851 430	3 955 573
Actif circulant	19 323 207	15 580 523
Comptes de régularisation	687 709	483 644
Total Actif	53 527 436	48 027 225
Passif	31/01/2022	31/01/2021
Capital social ou individuel	48 000	48 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation		
Réserves	12 237 434	10 536 325
Résultat Groupe	2 346 703	2 201 119
Provisions réglementées		
Titres en autocontrôle		
Capitaux propres - Part du groupe	14 632 137	12 785 444
Intérêts minoritaires	5 927	5 457
Autres fonds propres		
Provisions pour risques et charges	1 217 446	1 606 775
Emprunts et dettes financières	23 479 266	22 030 402
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	9 852 906	8 433 117
Dettes fiscales et sociales	2 958 450	2 594 795
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	423 429	200 762
Autres dettes	957 633	370 475
Dettes	37 671 684	33 629 551
Comptes de régularisation	242	-2
Total Passif	53 527 436	48 027 225

CERTIFIÉ CONFORME

Compte de résultat consolidé

En €	31/01/2022	31/01/2021
Ventes de marchandises	95 777 295	83 236 389
Production vendue	9 500 799	8 416 431
Chiffre d'affaires	105 278 094	91 652 820
Production stockée		
Subventions d'exploitation	123 409	37 867
Reprises sur provisions	331 596	251 810
Autres produits	776 564	483 160
Produits d'exploitation	1 231 569	772 837
Achats et variations de stocks	80 665 680	69 885 445
Autres achats et charges externes	6 539 878	5 581 851
Impôts et taxes	1 514 428	1 322 129
Charges de personnel	11 624 557	9 680 715
Dotations aux amortissements des immobilisations	2 815 642	2 418 007
Dotations aux provisions pour risques et charges	74	113 871
Autres provisions et charges d'exploitation	333 969	291 692
Charges d'exploitation	103 574 117	89 408 089
Résultat d'exploitation	2 935 546	3 017 568
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		
Produits financiers	37 189	21 791
Charges financières	261 929	184 284
Résultat financier	-224 740	-162 493
Résultat courant avant impôt	2 710 806	2 855 075
Produits exceptionnels	339 371	161 236
Charges exceptionnelles	104 325	244 460
Résultat exceptionnel	235 046	-83 224
Impôt sur le résultat	598 281	569 851
Résultat des sociétés intégrées	2 347 571	2 202 000
Résultat des sociétés mises en équivalence		
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisitions		
Résultat d'ensemble consolidé	2 347 571	2 202 000
Résultat groupe	2 346 703	2 201 119
Résultat hors-groupe	868	881
Résultat par action	782	734
Résultat dilué par action	782	734

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

En €	Capital	Réserves	Résultats	Autres	Total part groupe	Intérêts minoritaires
Capitaux propres N-2	48 000	9 724 224	1 016 878		10 786 635	2 467
Correction des A nouveaux						
Affectation en réserves		616 867	-616 868		-1	
Distributions de dividendes		199 800	-400 010		-200 010	-200
Variation de capital		10			-172	182
Résultat N-1			2 202 000		2 201 119	881
Variations des écarts de conversion						
Incidence des réévaluations						
Entrée de périmètre						
Sortie de périmètre						
Changement de méthode						
Restructuration fusion						
Changement d'intérêts					-2 126	2 126
Variation de périmètre						
Autres variations					-1	1
Capitaux propres N-1	48 000	10 540 901	2 202 000		12 785 444	5 457
Correction des A nouveaux		2			2	
Affectation en réserves		1 701 990	-1 701 990			
Distributions de dividendes		-400	-500 010		-500 010	-400
Variation de capital						
Résultat N			2 347 571		2 346 703	868
Variations des écarts de conversion						
Incidence des réévaluations						
Entrée de périmètre						
Sortie de périmètre						
Changement de méthode						
Restructuration fusion						
Changement d'intérêts						
Variation de périmètre						
Autres variations					-2	2
Capitaux propres N	48 000	12 242 493	2 347 571		14 632 137	5 927

Tableau de flux de trésorerie consolidé

En €	31/01/2022	31/01/2021
Résultat net consolidé	2 347 571	2 202 000
Résultat des sociétés mise en équivalence		
Amortissements et provisions	2 468 954	2 561 018
Variation des impôts différés	-25 003	-114 039
Plus-values de cession, nettes d'impôt	-1 423	-1 543
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	4 790 096	4 647 436
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	1 529 860	1 156 168
Liaison Bilan		
Flux net de trésorerie généré par l'activité	6 319 956	5 803 604
Acquisition d'immobilisations	-4 376 599	-5 500 142
Cession d'immobilisations, nettes d'impôt	2 046	1 604
Incidence des variations de périmètres		6
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-4 374 553	-5 498 538
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-500 010	-200 010
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-400	-200
Dividendes en intragroupe		
Augmentations ou diminutions de capital en numéraire		
Emissions d'emprunts	4 550 867	5 335 256
Remboursements d'emprunts	-3 537 125	-3 120 003
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	513 332	2 013 043
Incidence des variations de cours des devises		
Variations de trésorerie	2 458 735	2 318 109
Trésorerie d'ouverture	5 345 176	3 027 067
Trésorerie de clôture	7 803 910	5 345 176

Annexe aux comptes consolidés

Le bilan avant répartition de l'exercice clos au 31/01/2022, dont le total est de 53 527 436 euros et le compte de résultat, présenté sous forme de liste, dégagent un résultat d'ensemble consolidé de 2 347 571 euros.

L'exercice clos le 31/01/2022 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/01/2021 avait une durée de 12 mois.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes consolidés. Seules les informations présentant un caractère significatif sont produites.

Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
- Permanence des méthodes d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes consolidés tels que définis dans les dispositions du règlement CRC 99-02.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Les biens financés par crédit-bail ont été portés à l'actif du bilan comme s'ils avaient été financés par emprunt. Le règlement du CRC n°99-02 considère comme méthode préférentielle la comptabilisation suivante :

- au bilan, sous forme d'une immobilisation et d'un emprunt correspondant ;
- au compte de résultat, sous forme d'une dotation aux amortissements et d'une charge financière.

IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

STOCKS

Les stocks des sociétés DETADIS et LSA DISTRIBUTION sont évalués au P3N (P3N : La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires, diminué des ristournes sur factures, par avoir séparé, mensuelles, trimestrielles, ou semestrielles, et des R.F.A. non conditionnelles, des prestations de services dits de coopération commerciale et autres avantages financiers, et des escomptes de règlements obtenus).

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production.

Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks.

Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêté des comptes.

CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

COMPENSATION DES IMPOTS DIFFERES

Conformément au règlement 99-02 du CRC, les actifs et passifs d'impôt différé ont été compensés lorsqu'ils concernaient une même entité fiscale.

ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Les engagements de retraite font l'objet d'une mention dans l'annexe des comptes annuels sociaux. Dans les comptes consolidés ainsi présentés, ces engagements sont comptabilisés (méthode préférentielle).

Les méthodes de calcul retenues sont les suivantes :

- Condition : départ volontaire,
- Age estimé de la retraite : 63 ans,
- Méthode de calcul : droits accumulés avec projection salariale (progression : 2%),
- Rotation : moyenne,
- Taux d'actualisation retenu : 1,55%,
- Convention collective n°3305 : commerce à prédominance alimentaire.

PROVISIONS REGLEMENTEES

Les provisions réglementées sont des « provisions ne correspondant pas à l'objet normal d'une provision et comptabilisées en application de dispositions légales ».

Ces provisions n'ont pas un caractère économique bien prononcé et sont dans les comptes individuels une entorse au principe de prééminence de la réalité financière sur l'apparence juridique. Aussi, elles doivent être éliminées dans le cadre du retraitement vers les comptes consolidés.

MODALITES DE CONSOLIDATION

Les trois méthodes utilisées sont l'intégration globale, l'intégration proportionnelle et la mise en équivalence dès lors que le groupe possède un contrôle exclusif, conjoint ou une influence notable.

Lors de la première consolidation d'une entreprise contrôlée exclusivement, la valeur d'entrée des éléments identifiables de son actif et de son passif est évaluée :

- Pour les biens destinés à l'exploitation, à leur valeur d'utilité des actifs et passifs,
- Pour les biens non destinés à l'exploitation, à leur valeur de marché à la date d'acquisition ou, en l'absence de marché, à leur valeur vénale nette des coûts de sortie.

On appelle « écart d'évaluation » la différence entre la valeur d'entrée dans le bilan consolidé et la valeur comptable du même élément dans le bilan de l'entreprise contrôlée.

La différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition constitue l'écart d'acquisition.

Informations complémentaires et éléments significatifs de l'exercice

ANNEXE COVID-19

REGLES ET METHODES COMPTABLES

La crise sanitaire liée au covid-19 et la prorogation de l'état d'urgence sanitaire par la loi n° 2021-160 du 15 février 2021 constituent un événement majeur. L'entreprise a estimé à la date d'arrêté de ses comptes que cette situation relève d'un fait caractéristique de l'exercice en lien avec la situation existant au 31/01/2022.

En conséquence, s'agissant des immobilisations corporelles, incorporelles et financières :

- les effets de l'épidémie connus à la date de clôture ont été pris en compte et constituent un indice de perte valeur qui a conduit à la réalisation d'un test de dépréciation sur la base de projections tenant compte des effets de l'épidémie;
- l'évolution continue des conséquences directes de l'épidémie et des mesures gouvernementales, entre la date de clôture et celle de l'arrêté des comptes, constitue un événement post-clôture en lien avec des conditions existant à la clôture, de nature à ajuster le test de dépréciation.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Conformément aux dispositions du PCG sur les informations à mentionner dans l'annexe, l'entreprise constate que cette crise sanitaire n'a pas d'impact significatif sur ses comptes en raison de son activité.

A la date d'établissement des comptes, l'entreprise n'est pas en mesure de chiffrer l'impact de la crise sur son patrimoine, sa situation financière et son résultat.

L'entreprise estime que la poursuite de son exploitation n'est pas remise en cause.

INFORMATION AU TITRE D'UN ÉVÉNEMENT POST-CLÔTURE

Post-clôture et conformément aux dispositions du PCG sur les informations à mentionner dans l'annexe, l'entreprise constate que cette crise sanitaire n'a pas d'impact significatif en raison de son activité.

Composition du groupe

La société mère :**SAS DETADIS**

CD 13 Lieu-dit Le Berger - 59135 BELLAING

Activité : Holding mixte détenant les titres de la SCI LE BERGER et de la SAS LSA DISTRIBUTION.

Un contrat de location immobilière permet à la SAS DETADIS d'exploiter l'immobilier détenu par la SCI LE BERGER.

Les sociétés filiales :**SCI LE BERGER**

CD 13 Lieu-dit Le Berger - 59135 BELLAING

Activité : Location immobilière

Détention par DETADIS : 99,90 %

SAS LSA DISTRIBUTION

CD 13 Lieu-dit Le Berger - 59135 BELLAING

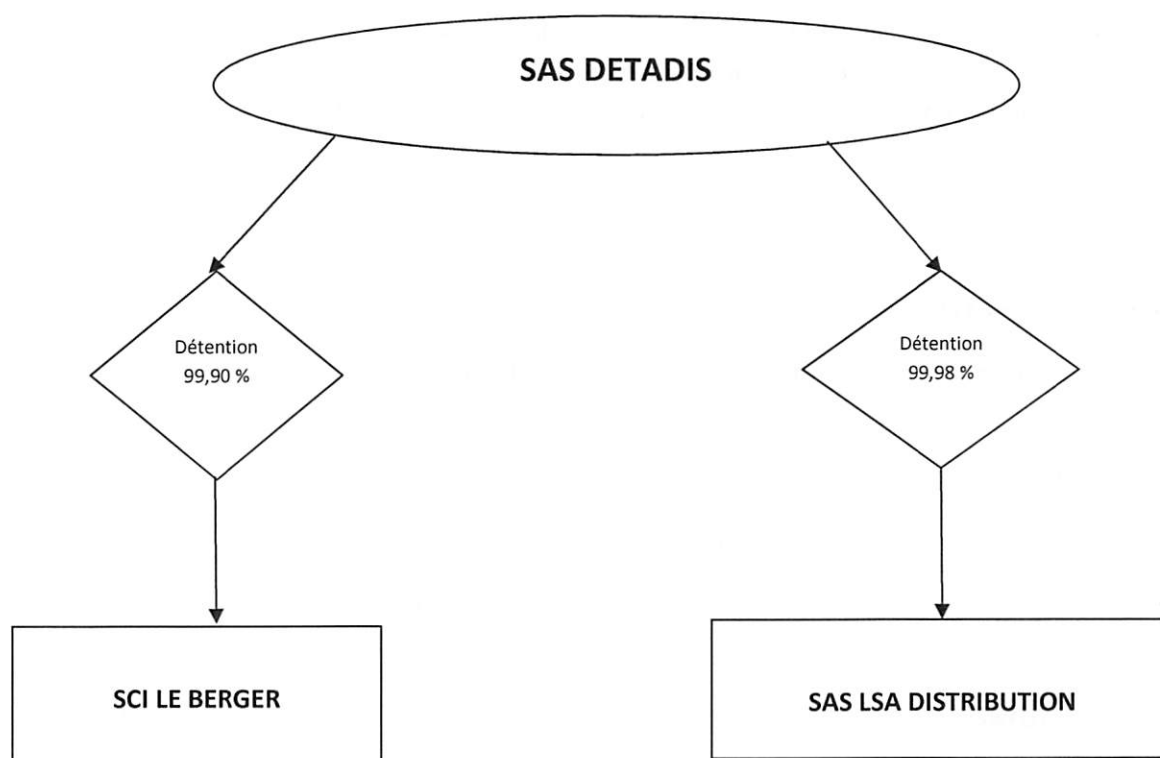
Activité : Exploitation d'un supermarché

Détention par DETADIS : 99,98 %

Méthode choisie et intérêts financiers

<i>Entreprise détenue</i>	<i>Contrôle groupe</i>	<i>Intérêts groupe</i>	<i>Méthode choisie</i>
SAS DETADIS	100%	100%	Intégration globale
SCI LE BERGER	99,90%	99,90%	Intégration globale
SAS LSA DISTRIBUTION	99,98%	99,98%	Intégration globale

Organigramme du groupe



Seuils de consolidation

Les seuils suivants sont à apprécier globalement pour l'ensemble des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation :

- Total des bilans de toutes les sociétés à consolider > 24 M €
- Total du CA de toutes les sociétés à consolider > 48 M €
- Nombre moyen de salariés permanents de l'ensemble des sociétés > 250

Chiffres Clés au 31/01/2022

Sociétés du groupe	Total Bilan (en K€)	Chiffre d'affaires (en K€)	Effectifs
- LE BERGER	13 353	2 170	-
- DETADIS	31 845	89 725	261
- LSA DISTRIBUTION	13 473	15 404	58
TOTAL	58 671	107 299	319

Les comptes consolidés ont été établis pour la première fois pour les comptes arrêtés au 31/01/2020.

La date de clôture de la société mère DETADIS est le 31/01/2022. Il en est de même pour la société LSA DISTRIBUTION.

La date de clôture de la SCI LE BERGER est le 31/12/2021.

Par mesure de simplification et étant donné l'absence d'évènements significatifs sur ces filiales, il n'a pas été réalisé de situation intermédiaire comme le préconise le règlement 99-02.

Information sur la consolidation

ECARTS D'ACQUISITION

Acquisition titres - SCI LE BERGER

La société DETADIS a acquis des titres de la société SCI LE BERGER par achats successifs qui sont résumés de la manière suivante :

- 22/02/1989 : 39 parts sociales pour 14 649 euros
- 06/10/2003 : 10 parts sociales pour 3 756 euros
- 22/05/2015 : 950 parts sociales pour 3 135 000 euros

A la suite de cette dernière acquisition, la société DETADIS détient 99,90 % des titres de la SCI LE BERGER (999 parts sociales sur 1 000 existantes).

La prise de contrôle est par conséquent intervenue le 22/05/2015.

Selon le règlement 99-02, lorsqu'une prise de contrôle est réalisée par achats successifs de titres, le coût d'acquisition total est égal au cumul des couts d'acquisitions de chaque transaction déterminés de la manière d'une transaction unique.

Le cout d'acquisition total des parts sociales de la SCI LE BERGER s'élève donc à 3 269 497 euros et se décompose comme suit :

- 3 153 405 euros de prix d'achats ;
- 116 093 euros de frais d'acquisition net d'IS $[168\,250 - (168\,250 * 31\%)]$

Compte tenu du taux de détention de DETADIS dans la SCI LE BERGER, la quote-part de capitaux propres au 22/05/2015 est de 1 928 131 euros.

L'écart de première consolidation est de 1 341 366 Euros.

Les méthodes d'évaluation habituellement utilisées lors de transactions dans l'enseigne E. Leclerc identifient des plus-values latentes sur l'ensemble immobilier pour 2 190 325 euros brut (impôt différé 31% : -679 001 euros) amorties selon la méthode des composants.

L'impôt lié aux amortissements dérogatoires est également pris en compte pour - 169 958 euros.

Le montant de l'écart de première consolidation étant de 1 341 366 euros, la prise en compte de ces écarts d'évaluation amène à ne pas constater d'écart d'acquisition.

Souscription titres - LSA DISTRIBUTION

Le 22/10/2018, la société DETADIS a souscrit 1 492 actions de la société LSA DISTRIBUTION sur un total de 1 500 actions soit un pourcentage de détention de 99,47%.

Cette détention provient d'une souscription d'actions à la valeur nominale donc aucun écart d'acquisition n'a été constaté.

Cession par DETADIS d'une action LSA DISTRIBUTION

La société DETADIS a cédé une action de la société LSA DISTRIBUTION le 26 mars 2020 pour un montant de 10 euros à la société SODILOISON.

Coup d'accordéon dans la société LSA DISTRIBUTION

En 2020, la société LSA DISTRIBUTION a procédé à une restructuration du capital par le biais d'un coup d'accordéon afin d'assainir la situation financière

Cette opération est supportée uniquement par le groupe (DETADIS).

Le capital de LSA DISTRIBUTION s'élève donc à 395 000 euros après cette restructuration et les mouvements peuvent être résumés de la manière suivante :

- Capital initial : 15 000 euros
- Augmentation du capital +800 000 euros
- Réduction du capital - 420 000 euros

INDEMNITES DE RETRAITE

Dans les comptes individuels des sociétés DETADIS et LSA DISTRIBUTION, les indemnités de retraite ne font pas l'objet d'une comptabilisation mais d'une mention dans l'annexe.

Le règlement 99-02 (§ 300) et l'avis du CNC n°97-06 relatif aux changements comptables considèrent comme méthode préférentielle la constitution d'une provision pour la totalité des engagements de retraite.

L'engagement total étant estimé à 371 887 Euros, une provision est à constater.

Cette provision comptabilisée dans les comptes consolidés se décompose en une dotation annuelle de 74 Euros, une reprise de 35 170 Euros et une provision en à-nouveau de 406 983 Euros.

DIVIDENDES INTRA-GROUPES

La société DETADIS a perçu de sa filiale SCI LE BERGER des dividendes d'un montant de 399 600 Euros.

Ces dividendes sont à éliminer.

TEST DE DEPRECIATION DES FONDS DE COMMERCE

Plusieurs fonds de commerce sont inscrits à l'actif du groupe :

- Fonds de commerce de brasserie pour 180 000 Euros à l'actif de la société DETADIS,
- Fonds de commerce d'hypermarché pour 500 000 Euros à l'actif de la société DETADIS,
- Fonds de commerce de supermarché pour 1 Euro à l'actif de la société LSA DISTRIBUTION

Les tests de dépréciation pratiqués sur l'ensemble de ces fonds de commerce n'ont pas fait apparaître de perte de valeur. Aucune dépréciation n'est à constater sur cet exercice.

Le fonds commercial, tel que défini par le PCG (art. 942-20) - c'est-à-dire l'ensemble des « éléments incorporels qui ne font pas l'objet d'une évaluation et d'une comptabilisation séparées au bilan et qui concourent au maintien ou au développement du potentiel d'activité de l'entreprise » - ne répond pas aux critères d'identification (Règl. CRC 99-02 §21122).

D'après la CNCC, les fonds commerciaux n'ayant pu être identifiés doivent être affectés en écart d'acquisition.

Par conséquent, Les fonds commerciaux listés ci-dessus ont été reclassés en écart d'acquisition pour un total de 680 001 euros.

DEFICITS FISCAUX ET ACTIFS D'IMPOTS

Les déficits fiscaux disponibles chez la société LSA DISTRIBUTION (357 183 Euros) n'étant à ce jour pas certains d'être imputés, il n'a pas été constaté d'actif d'impôt différé.

TAUX D'IMPOT

Le taux d'impôt retenu est de 26.5 %.

LES ECRITURES INTRA-GROUPES

Les principales créances et dettes réciproques ainsi que les principaux produits et charges réciproques ont été éliminés (cf. tableau joint ci-après).

Opérations et comptes réciproques retraités

Société	Numéro compte	Libellé	Solde		DETA	LSA	BERG
DETA	275100	Dépôt	500 000	dt			500 000
DETA	613201	Location immobilière	1 995 316	dt			1 995 316
DETA	708850	Refact ch loc	-15 673	ct			-15 673
DETA	614100	Taxe foncière	214 932	dt			214 932
DETA	763820	Int cc BERGER	-17 098	ct			-17 098
DETA	276100	Créance BERGER	1 878 086	dt			1 878 086
DETA	451005	Compte courant LSA	-15 054	ct		-15 054	
DETA	763820	Int cc LSA	-18 653	ct		-18 653	
DETA	451100	Compte courant IS LSA	-89 270	ct		-89 270	
DETA	613205	Loyer maison THIAINT	28 253	dt		9 600	
DETA	455870	Ass. intérêts courus à recevoir	18 653	dt		18 653	
LSA	455102	Compte courant DETADIS	15 054	dt	15 054		
LSA	661520	Int cc DETADIS	18 653	dt	18 653		
LSA	451100	Compte courant IS DETADIS	89 270	dt	89 270		
LSA	708301	Loyer maison THIAINT	-9 600	ct	-9 600		
LSA	455860	Ass. Intérêts Courus À Payer	-18 653	ct	-18 653		
BERG	165500	Dépôt	-500 000	ct	-500 000		
BERG	706200	Loyer detadis	-1 995 316	ct	-1 995 316		
BERG	614102	Ch locative	6 766	dt	6 766		
BERG	614103	Ch locative	6 987	dt	6 987		
BERG	614106	Ch locative	1 920	dt	1 920		
BERG	791100	Refat TF	-214 932	ct	-214 932		
BERG	661520	Int cc DETADIS	17 098	dt	17 098		
BERG	455102	Compte courant BERGER	-1 878 086	ct	-1 878 086		

	DETA	LSA	BERG
DETA		-94 724	4 555 563
LSA	94 724		-
BERG	-4 555 563	-	

Ecart d'acquisition positif

Entreprise détentrice	Entreprise détenue	Valeur brute			Amortissement		
		Début	Ajustement	Fin	Début	Dotation	Fin
DETADIS	DETADIS	180 000		180 000			
DETADIS	DETADIS	500 000		500 000			
DETADIS	LSA	1		1			
		680 001		680 001			

Immobilisations incorporelles

Valeurs brutes en €	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Ecart d'acquisition	680 001					680 001
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement						
Concessions, brevets et droits similaires	202 265	60 632	70 693			192 204
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles						
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances, acomptes sur immo. incorporelles						
Immobilisations Incorporelles brutes	202 265	60 632	70 693			192 204

Amortissements et provisions	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Ecart d'acquisition						
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement						
Concessions, brevets et droits similaires	178 019	25 842	70 693			133 168
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles						
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances, acomptes sur immo. incorporelles						
Amortissements et provisions	178 019	25 842	70 693			133 168

Valeurs nettes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Ecart d'acquisition	680 001					680 001
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement						
Concessions, brevets et droits similaires	24 246	34 790				59 036
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles						
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances, acomptes sur immo. incorporelles						
Valeurs nettes	24 246	34 790				59 036

Immobilisations corporelles

Valeurs brutes en €	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Terrains	1 369 982	262 775	2 747			1 630 010
Constructions	35 878 956	2 698 167	232 068		4 281 121	42 626 176
Installations techniques, matériel, outillage	3 786 594	521 774	2 019 258			2 289 110
Autres immobilisations corporelles	3 602 658	763 389	271 555			4 094 492
Immobilisations en cours	4 281 121				-4 281 121	
Avances et acomptes		96 555				96 555
Valeurs brutes	48 919 311	4 342 660	2 525 628			50 736 343

Amortissements et provisions	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Terrains	297 139	28 053	2 747			322 445
Constructions	14 449 205	2 077 557	232 068			16 294 694
Installations techniques, matériel, outillage	2 713 744	288 742	2 019 258			983 228
Autres immobilisations corporelles	1 633 528	395 448	271 555			1 757 421
Immobilisations en cours						
Avances et acomptes						
Amortissements et provisions	19 093 616	2 789 800	2 525 628			19 357 788

Valeurs nettes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Terrains	1 072 843	234 722				1 307 565
Constructions	21 429 751	620 610			4 281 121	26 331 482
Installations techniques, matériel, outillage	1 072 850	233 032				1 305 882
Autres immobilisations corporelles	1 969 130	367 941				2 337 071
Immobilisations en cours	4 281 121				-4 281 121	
Avances et acomptes		96 555				96 555
Valeurs nettes	29 825 695	1 552 860				31 378 555

Immobilisations financières

Valeurs brutes en €	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Titres de participations						
Actifs nets en cours de cession						
Participations par mises en équivalence						
Autres titres immobilisés	1 023 567	44 363	620			1 067 310
Prêts	325 000	-125 000				200 000
Autres immobilisations financières	84 549	53 944				138 493
Créances rattachées à des participations						
Valeurs brutes	1 433 116	-26 693	620			1 405 803

Provisions	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Titres de participations						
Actifs nets en cours de cession						
Participations par mises en équivalence						
Autres titres immobilisés		6 875				6 875
Prêts						
Autres immobilisations financières						
Créances rattachées à des participations						
Provisions		6 875				6 875

Valeurs nettes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Titres de participations						
Actifs nets en cours de cession						
Participations par mises en équivalence						
Autres titres immobilisés	1 023 567	37 488	620			1 060 435
Prêts	325 000	-125 000				200 000
Autres immobilisations financières	84 549	53 944				138 493
Créances rattachées à des participations						
Valeurs nettes	1 433 116	-33 568	620			1 398 928

Principales composantes du stock

Valeurs en €	Brutes	Dépréciations	Nettes
Matières premières, approvisionnements	97 254		97 254
En-cours de production de biens			
En-cours de production de services			
Produits intermédiaires et finis			
Marchandises	6 335 287		6 335 287
Valeurs brutes	6 432 541		6 432 541

Provisions

Rubriques	Ouverture	Correction à nouveaux	Dotations	Reprises	Virement	Apports, Fusions, Scissions	Variation de périmètre	Variation du taux de change	Autres mouvements	Clôture
Provisions capital appelé non versé										
AUTRES PROVISIONS REGLEMENTEES										
Provisions pour risques	424 751			262 894						161 857
Provisions pour charges	462 556		74	90 743						371 887
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	887 307		74	353 637						533 744
Provisions sur frais d'établissement										
Prov. sur frais de recherche et développement										
Prov. sur conss, brevets et droits similaires										
Provisions dépréciation droit au bail										
Provisions dépréciation fond commercial										
Provisions sur autres immo. Incorporelles										
Provisions sur immobilis. incorporelles en cours										
PROV. SUR IMMO INCORPORELLES										
Provisions sur terrains										
Provisions sur terrains en crédit bail										
Provisions sur constructions										
Provisions sur constructions en crédit bail										
Provisions sur immobilis. corporelles en cours										
PROV. SUR IMMO CORPORELLES										
Provisions sur titres de participation										
Prov. pour cess.actifs nets en cours										
Provisions sur titres mis en équivalence										
Provisions sur créances rattachées										
Provisions sur autres titres immobilisés			6 875							6 875
Provisions sur prêts										
Provisions sur autres immobilis. financières										
PROV. SUR IMMO FINANCIERES			6 875							6 875
Provisions sur stocks matières premières										
Provisions sur en cours de biens										
Provisions sur en cours de services										
Provisions sur stocks produits finis										
Provisions sur stocks marchandises										
PROV. SUR STOCKS ET EN-COURS										
Prov. sur avances et acptes versés sur cm des										
Provisions sur comptes clients	61 251		50 003	55 480						55 774
Provision dépréciation clients douteux										
Provisions sur autres créances	53 128		97 302	53 128						97 302
Provisions charges constatées avan.										
Prov. sur valeurs mobilières de placement										
Provisions sur actions propres										
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	114 379		147 305	108 608						153 076
TOTAL GENERAL	1 001 686		154 254	462 245						693 695

Créances par échéance

	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an/-5 ans	plus de 5 ans
		Montant	Montant	Montant
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	1 067 310			1 067 310
Prêts	200 000			200 000
Autres immobilisations financières	138 493			138 493
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances clients et comptes rattachés	1 713 566	1 713 566		
Clients douteux	74 424	74 424		
Actif d'impôt différé	235 409	235 409		
Autres créances	2 766 497	2 766 497		
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL GENERAL	6 195 699	4 789 896	0	1 405 803

Dettes par échéance

	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an/-5 ans	plus de 5 ans
		Montant	Montant	Montant
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements	23 000 752	3 722 738	12 073 779	7 204 235
Concours bancaires courants	449 936	449 936		
Emprunts en crédit bail				
Intérêts courus sur emprunts				
Emprunts et dettes financières divers	28 578			28 578
Avances et acomptes reçus sur commandes en	30 900	30 900		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	9 822 006	9 822 006		
Dettes fiscales et sociales	2 958 450	2 958 450		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	423 429	423 429		
Autres dettes	957 633	957 633		
TOTAL GENERAL	37 671 684	18 365 092	12 073 779	7 232 813

Impôts différés de l'exercice

<i>Actif d'impôt différé</i>	<i>Montant</i>
<i>Fiscalité différée</i>	140 369
<i>Engagement retraite</i>	95 676
<i>Suppression des provisions réglementées</i>	-1 269
<i>Activation du crédit-bail</i>	633
Total	235 409

<i>Passif d'impôt différé</i>	<i>Montant</i>
<i>PV sur immobilier</i>	360 258
<i>Suppression des provisions réglementées</i>	327 071
<i>Fiscalité différée</i>	-752
<i>Engagement retraite</i>	-2 875
Total	683 702

<i>Détail de l'impôt sur le résultat</i>	<i>Montant</i>
<i>Impôts dus sur les bénéfices</i>	623 284
<i>Impôts différés sur les bénéfices</i>	-25 003
Total	598 281

Preuve d'impôt consolidée

PREUVE DE L'IMPOT	TOTAL
Résultat consolidé après impôt	2 347 571
Résultat des sociétés mises en équivalence	
Résultat net consolidé après impôt des sociétés intégrées	2 347 571
Impôt exigible comptabilisé	623 284
Impôts sur les plus-values	
Impôts non assis sur le résultat	
Impôt différé comptabilisé	352
Impôt différé distribution	
Impôt réel	623 636
Impôt différé changement de taux au résultat (CRC-99-02)	-25 355
Résultat reconstitué avant impôt des sociétés intégrées	2 945 852
IMPOT THEORIQUE GROUPE	780 650
ECART ENTRE IMPOT THEORIQUE GROUPE ET IMPOT REEL	-157 014
JUSTIFICATION DE L'ECART	
Ecart sur base imposées à taux différenciés	
Produits (minoration) d'impôts des autres éléments que l'impôt société	-299 088
Charges (Majoration) d'impôts des autres éléments que l'impôt société	6 467
Justification de l'écart lié au calcul de l'impôt	-292 621
Ecarts permanents (Résultat non imposé hors dividendes internes)	135 837
Ecarts entre Variation bilancielle et Résultat	
Ecarts temporaires	
Déficit exercice non activé	
Utilisation déficit antérieur	
Imposition plus-values antérieures	
Résultat fiscal transféré ou attribué	-229 623
Résultat imposé ultérieurement	
Dividendes reçus non imposés ou imposés partiellement	
Résultat sociétés transparente fiscalement	229 393
Autres bases	
Résultat et corrections intégration fiscale	
Justification de l'écart lié aux bases fiscales	135 607
JUSTIFICATION GLOBALE DE L'ECART ENTRE IMPOT THEORIQUE ET IMPOT REEL	-157 014

Effectifs

	Effectif au 31/01/2022	Effectif au 31/01/2021
Cadres	28	28
Agents de maîtrise	10	7
Employés	281	234
Ouvriers		
TOTAL	319	269

Rémunérations des dirigeants

La rémunération des organes de direction n'est pas communiquée car cela conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Engagements financiers

Rubriques	Montant hors bilan 31/01/2022
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	15 593 864
Engagements en matière de pensions et retraites	
Autres engagements donnés	
Autres engagements reçus	
TOTAL	15 593 864

Dettes garanties par des sûretés réelles

Rubriques	Montant garanti
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	16 263 535
Concours bancaires courants	
Emprunts en crédit bail	
Emprunts et dettes financières divers	
TOTAL	16 263 535

Ventilation du chiffre d'affaires net

Répartition par secteur d'activité	Montant
Ventes de marchandises	95 777 295
Ventes de produits finis	6 570 912
Prestations de services	2 929 887
TOTAL	105 278 094

Répartition par marché géographique	Montant
France	105 278 094
Etranger	
TOTAL	105 278 094

Charges exceptionnelles

Taux de l'impôt Société :	Nature des charges exceptionnelles	31/01/2022	Impôt correspondant	Impôt correspondant corrigé	31/01/2021
%	Pénalités sur marchés et débits payés sur achats et ventes				
	Pénalités, amendes fiscales et pénales	1 902			1 334
	Dons, libéralités				
	Créances devenues irrécouvrables dans l'exercice				
	Subventions accordées				
	Rappel d'impôts (autres qu' IS)				
	Autres charges sur opérations de gestion	1 113			147 735
	Charges sur exercices ant. (en cours d'exercice)	26 398			9 311
	Sous-total	29 413			158 380
	Immobilisations incorporelles				
	Immobilisations corporelles				
	Immobilisations financières	620			61
	Autres éléments d'actif				
	Malis provenant de clauses d'indexation				
	Lots				
	Sous-total	620			61
	Malis provenant du rachat par l'entreprise d'actions et				
	Charges exceptionnelles diverses				
	Sous-total				
	Dotations aux amortissements exceptionnels				
	Dotations aux provisions réglementées (stock)				
	Dotations aux provisions réglementées				
	Dotations aux provisions pour risques et charges				
	Dotations aux provisions pour dépréciation exceptionnelles	74 291			86 020
	Sous-total	74 291			86 020
	Autres charges exceptionnelles non détaillées				
	TOTAL	104 325			244 460

Produits exceptionnels

Nature des produits exceptionnels	31/01/2022	Impôt correspondant	Impôt correspondant corrigé	31/01/2021
Dédits et pénalités perçus sur achats et ventes	1 510			
Libéralités perçues				
Rentrées sur créances amorties				
Subventions d'équilibre.				
Dégrèvement d'impôts (autres qu'impôt sur les bénéfices)				5 687
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion	28 817			1 819
Produits sur exercices antérieurs	43 590			11 212
Sous-total	73 917			18 718
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Autres éléments d'actif corporels				
Autres éléments d'actif incorporels				
Sous-total				
Immobilisations financières	2 560			2 194
Titres consolidées				10
Sous-total	2 560			2 204
Bonis provenant de clauses d'indexation				
Lots				
Bonis provenant du rachat d'actions et d'obligations émises				
Produits exceptionnels divers				
Sous-total				
Amortissements dérogatoires				
Provision spéciale de réévaluation				
Plus-values réinvesties				
Sous-total				
Reprises sur provisions réglementées (stocks)				
Reprises sur autres provisions réglementées				
Reprises sur provisions pour risques et charges	262 894			140 314
Reprises sur provisions pour dépréciation				
Sous-total	262 894			140 314
Autres produits exceptionnels non détaillés				
TOTAL	339 371			161 236



DETA DISTRIBUTION

Société par Actions Simplifiée au Capital de 48 000 Euros

Siège Social : CD 13 – Lieudit « LE BERGER »
59135 BELLAING

350 166 120 R.C.S. VALENCIENNES

RAPPORT SUR LA GESTION DU GROUPE

PRESENTE A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 3 JUIN 2022

Chers Associés,

Vous êtes réunis en Assemblée conformément aux dispositions légales et statutaires à l'effet de vous présenter notre rapport de gestion relatif aux comptes consolidés de l'exercice clos le **31 JANVIER 2022**.

Nous vous rappelons que nous sommes dans l'obligation de tenir des comptes consolidés en application des articles L.233-16 et suivants du Code de Commerce.

I – PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont :

Nos filiales :

- La société "**SCI LE BERGER**", Société Civile au capital de 1.524 €,
- La société « **LSA DIS** », Société par Actions Simplifiée au capital de 15.000 €,

dont les sièges sociaux sont à BELLAING (Nord) – CD 13 - Lieudit « Le Berger ».

La société « **LSA DIS** » a clôturé ses comptes au 31 JANVIER 2022, date de clôture des comptes consolidés, quant à la société « **SCI LE BERGER** » elle a clôturé ses comptes au 31 DECEMBRE 2021.

II – RAPPORT DE GESTION DU GROUPE SUR L'EXERCICE CLOS 31 JANVIER 2022

Au cours de cet exercice consolidé qui s'est déroulé sur une période de douze mois, nous avons réalisé un chiffre d'affaires net de 105.278.094 Euros contre 91.652.820 Euros pour l'exercice précédent, soit une hausse d'environ 14,87 %.

Globalement, l'ensemble des charges d'exploitation du groupe a augmenté d'environ 15,84 %.

Par suite, le résultat d'exploitation du groupe se solde par un bénéfice de 2.935.546 contre un même bénéfice pour l'exercice précédent de 3.017.568 Euros.

En ce qui concerne le résultat financier du groupe, l'ensemble des produits s'est élevé à 37.189 Euros contre 21.791 Euros pour l'exercice précédent, et l'ensemble des charges à 261.929 Euros contre 184.284 Euros pour l'exercice précédent, de sorte que, balance faite, ce résultat se solde par une perte de 224.740 Euros.

Par suite, le résultat courant avant impôts du groupe fait ressortir un bénéfice de 2.710.806 Euros contre un même bénéfice de 2.855.075 Euros l'exercice précédent.

Enfin, le résultat exceptionnel du groupe se traduit par un bénéfice de 235.046 Euros constituée :

- de produits exceptionnels pour 339.371 Euros ;
- de charges exceptionnelles pour 104.325 Euros.

Ce même résultat exceptionnel faisait ressortir une perte de 83.224 Euros l'exercice précédent.

Par suite le résultat comptable net du groupe de l'exercice se traduit par un **BENEFICE** de **2.346.703 Euros**.

III – FAITS CARACTERISTIQUES

La crise sanitaire liée au COVID-19 et la prorogation de l'état d'urgence sanitaire par la loi n°2021-160 du 15 Février 2021 constituent un évènement majeur.

Les sociétés du groupe ont été perturbées dans leur fonctionnement sans toutefois que leur santé financière ne soit mise en danger.

En raison de leur nature, elles ont pu partiellement ou totalement continuer leur activité, les sociétés du groupe estiment que la poursuite de leur exploitation n'est pas remise en cause.

IV - EVENEMENTS POST CLOTURE – EVOLUTION PREVISIBLE

Rien de particulier n'est à signaler, nous restons confiants sur la bonne poursuite de l'activité des sociétés du groupe.

*
* *

Nous allons maintenant vous présenter plus en détail les comptes consolidés de l'exercice puis il vous sera donné lecture du rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés.

LE PRESIDENT DE LA SOCIETE

CERTIFIE CONFORME

DGD COMMISSARIAT ET ASSOCIES

7 rue J. Baptiste Kléber
62302 LENS Cedex

VDB ET ASSOCIES

15 avenue Paul Claudel
80480 DURY

SAS DETA DISTRIBUTION

Société par actions simplifiée au capital de 48 000 €

Siège social : Lieudit LE BERGER
59135 BELLAING

SIRET : 350 166 120 00013

APE : 4711F

RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Exercice clos le 31 janvier 2022

DGD COMMISSARIAT ET ASSOCIES

7 rue J. Baptiste Kléber
62302 LENS Cedex

VDB ET ASSOCIES

15 avenue Paul Claudel
80480 DURY

SAS DETA DISTRIBUTION

Société par actions simplifiée au capital de 48 000 €

Siège social : Lieudit LE BERGER
59135 BELLAING

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Exercice clos le 31 janvier 2022

A l'assemblée générale de la société SAS DETA DISTRIBUTION,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société SAS DETA DISTRIBUTION relatifs à l'exercice clos le 31 janvier 2022 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes ont été arrêtés par le comité directeur le 12 Mai 2022 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.



Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/02/2021 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L, 823-9 et R.823-7 du code de Commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

La note « Modalités de consolidation » en page 13 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilité des écarts d'acquisition.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié la correcte application de la réglementation comptable et de la présentation qui en est faite.

Vérifications spécifiques

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes consolidés.

ey

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés, notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;



- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le 23 Mai 2022

VDB ET ASSOCIES

Membres de la Compagnie Régionale d'Amiens

Aurélie DELMAS



Rachid AÏSSAOUI



DGD COMMISSARIAT ET ASSOCIES

Membre de la Compagnie Régionale de Douai

Olivier DUBOIS

